

La crise économique mondiale menace les acquis de la prévention et du traitement du VIH dans les pays pauvres

Genève, 6 juillet 2009 – Dans 22 pays d’Afrique, des Caraïbes, d’Europe et d’Asie centrale, ainsi que d’Asie et du Pacifique, on s’attend à une perturbation des programmes de prévention et de traitement du VIH dans le courant de cette année du fait de la crise économique mondiale, selon un nouveau rapport de l’ONUSIDA et de la Banque mondiale, publié aujourd’hui.

Selon la nouvelle publication, ‘The Global Economic Crisis and HIV Prevention and Treatment Programmes : Vulnerabilities and Impact’ (La crise économique mondiale et les programmes de prévention et de traitement du VIH : vulnérabilités et impact), les rapports émanant du personnel des agences dans 71 pays indiquent que huit pays sont déjà confrontés à des pénuries de médicaments antirétroviraux et autres perturbations du traitement contre le sida. Ensemble, ces pays abritent plus de 60% des personnes qui reçoivent un traitement contre le sida à travers le monde.

Les programmes de prévention du VIH sont également en péril. Dans 34 pays, qui représentent 75% des personnes vivant avec le VIH, les personnes interrogées déclarent que des répercussions se font déjà sentir sur les programmes de prévention du VIH axés sur les groupes les plus exposés au risque, tels que les professionnel(le)s du sexe, les personnes qui s’injectent des drogues et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes.

« Il s’agit d’un signal d’avertissement qui montre que nombre de nos acquis dans le domaine de la prévention et du traitement du VIH pourraient aller à vau-l’eau du fait des répercussions de la crise économique, » a déclaré Michel Sidibé, Directeur exécutif de l’ONUSIDA. « Toute interruption ou tout ralentissement du financement serait un désastre pour les 4 millions de personnes sous traitement et les millions d’autres actuellement atteintes par les programmes de prévention du VIH. Nous devons nous montrer solidaires envers les personnes vivant avec le VIH et affectées par le virus au moment même où elles commencent à espérer un avenir meilleur. »

Le traitement antirétroviral est vulnérable

Le rapport conjoint souligne que dans certains pays l’accessibilité financière du traitement antirétroviral est affectée par la baisse des revenus et des salaires des ménages et/ou l’augmentation du coût des médicaments antirétroviraux provoquée par la dévaluation des taux de change.

En outre, le rapport suggère qu’une mauvaise nutrition pourrait également forcer les gens à stopper leur traitement salvateur car le fait de ne pas manger suffisamment des aliments sains peut diminuer l’efficacité de leurs médicaments. Les réseaux communautaires, qui sont le seul dispositif de protection sociale pour les pauvres, sont également paralysés par la crise financière jusqu’au point de s’effondrer et certains répondants signalent que la disponibilité du traitement antirétroviral est menacée par des coupures budgétaires.

De nombreuses personnes interrogées s’inquiètent de l’incertitude quant à la pérennité financière des programmes de traitement antirétroviral qui dépendent principalement de l’aide extérieure. Il n’y a pas de rapports faisant état de coupures importantes dans l’aide des donateurs pour 2009, mais les répondants dans près de 40% des pays étudiés signalent que les engagements actuels en matière de financement des programmes de traitement s’achèveront en 2009 ou 2010, et la plupart craignent que l’assistance extérieure n’augmente pas, voire ne soit pas maintenue à ses niveaux actuels.

« Ces preuves nous montrent que les personnes sous traitement contre le sida pourraient être en danger de perdre leur place dans le canot de sauvetage, et des perspectives qui s'annoncent mal pour des millions d'autres individus en attente d'un traitement, » déclare Joy Phumaphi, Vice-Présidente de la Banque mondiale pour le développement humain et ancienne Ministre de la Santé du Botswana. « Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir une 'génération perdue' à cause de cette crise. Il est essentiel que les pays en développement et les donateurs agissent maintenant pour protéger et élargir leurs dépenses pour la santé, l'éducation et autres services sociaux de base, investir de manière efficace et efficiente, et ciblent ces efforts pour faire en sorte qu'ils atteignent les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. »

Les efforts de prévention du VIH particulièrement menacés

Le rapport décrit la manière dont les répondants dans 34 pays, où vivent 75% des personnes avec le VIH, s'attendent à ce que soient affectés les programmes de prévention destinés aux populations exposées à un risque accru. Les personnes interrogées déclarent que les efforts de prévention destinés aux populations à plus haut risque sont particulièrement vulnérables, car ils sont politiquement plus faciles à couper. Ceci est extrêmement inquiétant – moins de prévention avec pour résultat davantage de nouvelles infections signifiera des besoins accrus en futurs traitements, avec de fortes implications en matière de coût.

Des mesures urgentes s'imposent

Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a rappelé que la crise économique était une cause de préoccupation au niveau mondial et souligné l'importance de faire de cette crise économique une opportunité pour un avenir durable. Le rapport ONUSIDA/Banque mondiale esquisse plusieurs mesures urgentes qui sont nécessaires pour maintenir et élargir l'accès au traitement et à la prévention du VIH durant la crise économique mondiale et au-delà.

Mieux utiliser les fonds existants – en particulier dans les pays confrontés à des coupures de leurs budgets consacrés à la riposte nationale au sida, les gouvernements et les agences d'aide doivent apporter leur appui technique pour réallouer les ressources des programmes de prévention et de traitement à faible impact vers ceux qui ont un fort impact. Tous les pays doivent s'efforcer de trouver des manières de rendre les programmes plus efficaces et plus rentables.

S'attaquer aux déficits de financement urgents – les pays qui dépendent fortement d'un financement extérieur pour le VIH doivent renforcer la collaboration entre les autorités nationales et les principaux bailleurs de fonds internationaux afin de définir et de tenir compte des interruptions imminentes des flux de liquidités et prendre des mesures pour assurer un financement relais, le cas échéant, afin d'éviter que les flux de liquidités ne soient interrompus.

Surveiller les risques d'interruption des programmes – un simple système d'alerte pourrait être établi pour anticiper et minimiser les interruptions de traitement. Un élément clé d'un tel système consisterait à mener des enquêtes régulières pour identifier les pays « vulnérables » et à fournir une assistance financière et politique sur mesure.

Dresser des plans compte tenu d'un environnement incertain – l'incertitude que notent plusieurs répondants nécessite la mise sur pied de plans d'urgence : les plans d'urgence pourraient considérer les changements éventuels à apporter pour assurer un accès continu au traitement et des plans d'expansion réalistes, et pour maintenir les activités de prévention les plus efficaces et les plus prioritaires dans le cadre de scénarios possibles pour un financement alternatif. Le rapport recommande que les stratégies de mobilisation des ressources incluent des sources de financement pouvant être maintenues sur le long terme.

Pour en savoir plus sur le nouveau rapport '*The Global Economic Crisis and HIV Prevention and Treatment Programmes: Vulnerabilities and Impact*' visit <http://www.unaids.org> (en anglais)

Contact :

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

Banque mondiale Washington | Phil Hay | tél. +1 202 473 1796 | phay@worldbank.org

L'ONUSIDA est un programme novateur des Nations Unies, qui rassemble les efforts et les ressources du Secrétariat de l'ONUSIDA et de 10 organisations du système des Nations Unies dans la riposte au sida. Le Siège du Secrétariat se trouve à Genève, Suisse, et le programme emploie du personnel sur le terrain dans plus de 80 pays. Les Coparrainants de l'ONUSIDA sont : le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'ONU DC, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. La priorité numéro un pour l'ONUSIDA consiste à contribuer à la réalisation des engagements mondiaux en faveur de l'accès universel à des interventions complètes pour la prévention, le traitement, les soins et l'appui en matière de VIH. Consultez le site web de l'ONUSIDA sur www.unaids.org.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans le domaine du VIH/sida, consultez : www.worldbank.org/AIDS (en anglais)

et sur sa réponse à la crise économique : <http://www.banquemondiale.org/themes/crisefinanciere/>